



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 15 SEPTEMBRE 1984

N° 267

PRIX ANTIILLES 2,50 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

G. LEMOINE AU JOURNAL «LE MONDE» UNE DECLARATION HYPOCRITE.

Dans une longue interview qu'il a accordée le mardi 11 septembre au journal «Le Monde», le secrétaire d'état aux DOM-TOM, Georges Lemoine se montre tout à fait dans la ligne du nouveau premier ministre Fabius qui l'a reconduit dans ses fonctions.

En effet, il montre qu'il peut se servir avec une certaine subtilité de la carotte et du bâton : des sourires d'un côté et des menaces contre les larges fractions de la population, de l'autre.

Dans cette interview G. Lemoine a abordé entre autres questions, deux aspects de la situation aux Antilles en faisant mine d'être soucieux d'y apporter des solutions.

C'est ainsi que répondant à une question d'un journaliste, il disait : «les gens de l'ARC diraient : nous renonçons à l'action violente et nous faisons de la politique, je ne pourrais que me réjouir de cette position», affirmant en quelque sorte son souhait de voir le courant indépendantiste, de tous ceux qui luttent contre le pouvoir actuel, y compris ceux qui s'étaient lancés dans l'action terroriste, s'engager dans une lutte politique franche et ouverte.

Au moment même où le secrétaire d'état aux DOM-TOM fait de telles déclarations, ses CRS, gendarmes et autres forces de répression multiplient perquisitions, tracasseries, gardes à vue dans le milieu indépendantiste, en particulier autour de l'UPLG.

C'est à dire que les affirmations de Lemoine, ses souhaits et soucis communiqués au journal «Le Monde», ne servent qu'à amuser la galerie.

Dans un tout autre domaine celui de la situation économique Lemoine a abordé le problème du bâtiment, secteur dans lequel la crise est profonde et se concrétise par des vagues de licenciements successives. Préoccupation louable, s'il en est...

Mais comment compte-t-il faire redémarrer un tel secteur ? Lemoine déclare sans ambages qu'il faudrait peut être prévoir pour cela une retenue sur le salaire des fonctionnaires...

Il pousse le cynisme et la démagogie un peu plus loin et précise que ce prélèvement pourrait se faire sur la fameuse prime de vie chère de 40 %.

Ainsi, d'un côté, le gouvernement se déclare soucieux du redémarrage économique, de l'autre il annonce à mots couverts qu'il n'a pas l'intention de puiser dans les caisses de l'état pourtant largement garnies par les ponctions de toutes sortes faites sur les citoyens.

Suite page 2

## Guadeloupe

### PERQUISITIONS, ARRESTATIONS, GARDES A VUE PARMI LES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DE L'UPLG



Après les événements qui ont vu la mort de plusieurs militants anti-colonialistes, après les déclarations de Claude Makouke, dirigeant de l'UPLG, qui voyait dans ces événements des éléments propres à inspirer le courage et la détermination des militants anti-colonialistes, les policiers et l'administration coloniale sont bien évidemment sur pied de guerre.

Gendarmes et policiers colonialistes perquisitionnent, arrêtent, gardent à vue, ceux qu'ils estiment être des militants ou sympathisants de l'UPLG.

C'est ainsi que Sony Rupaïre, poète guadeloupéen bien connu, qui est aussi un membre de l'UPLG, a été gardé à vue dans des conditions qui en disent long sur la mentalité de certains de ces policiers. On sait que Sony Rupaïre a des graves problèmes de santé et qu'un médecin venu sur place en a fait état aux policiers. Notamment il doit s'alimenter régulièrement et prendre des médicaments pour l'estomac, et prendre du repos régulièrement.

Cela n'a pas empêché les policiers d'aller à l'encontre de toutes ces règles jusqu'au moment où Sony Rupaïre a eu un grave malaise alors que le délai normal de garde à vue était déjà dépassé. Les policiers ont dû l'amener précipitamment à l'hôpital où il s'est rétabli progressivement.

Cette nouvelle a provoqué une certaine émotion, car la personnalité de Sony Rupaïre est bien connue. Poète, il fut dans les années 60 l'un des jeunes les plus estimés, les plus aimés en Guadeloupe, et pour rester fidèle à ses convictions, il refusa de faire la sale guerre coloniale d'Algérie dans l'armée française. Revenu en Guadeloupe il devait se trouver notamment en 1971 aux côtés des travailleurs de la canne. Sa poésie est une poésie engagée, militante, où il s'exprime dans la langue des paysans de Guadeloupe.

Les policiers du colonialisme dans le sale boulot qui est aujourd'hui leur, ont fait un faux-pas en causant un préjudice physique, volontairement ou

involontairement, à un militant connu et estimé des travailleurs et des jeunes. Et ils ne peuvent qu'en faire d'autres à l'avenir car ils sont dans le camp qui mène une lutte injuste contre les travailleurs et le peuple guadeloupéen. Chaque exaction, chaque perquisition, chaque arrestation, contre des militants anti-colonialistes, quelle que soit leur appartenance politique, ne peuvent que renforcer la détermination de tous les autres et conduire vers eux de nouvelles couches de la population.

Les travailleurs qui sont bien placés pour savoir ce que veut dire le mot répression, et qui vivent depuis si longtemps face à une classe capitaliste qui à partie liée avec le colonialisme, sont de plus en plus opposés aux aspects colonialistes de la situation en Guadeloupe.

Car les mêmes qui ordonnent la fermeture de Beauport et qui ont ruiné l'économie sucrière sont ceux-là même qui perquisitionnent, arrêtent, envoient leurs CRS et leurs gendarmes contre des petits paysans, contre des travailleurs en grève.

L'énergie, l'efficacité, la détermination dont font preuve les travailleurs dans toutes les grèves est le signe que leur classe est une classe dynamique et capable. Et cela veut dire qu'ils peuvent lutter eux aussi contre les atteintes colonialistes aux droits des gens, contre les interventions des CRS (comme dans l'affaire de la route des Abymes), où dans différentes grèves et manifestations.

Ils peuvent être les meilleurs combattants et se mettre à la tête de tous ceux qui à un moment ou à un autre ont à faire face aux effets de la politique coloniale.

## Martinique LA LOI DES COMPETENCES : quand la gauche, à défaut de gagner des combats réels, trouve la victoire dans les décisions du Conseil Constitutionnel !

C'est à la fin du mois de juillet que le Conseil Constitutionnel, déclarait valable le projet de loi sur le partage des compétences entre l'état, le département et la région. La droite, en Martinique surtout, s'était violemment opposée à ce projet de loi disant que l'on dépouillait le conseil général (dominé par la droite) au profit du conseil régional (où la gauche est majoritaire).

La décision du conseil constitutionnel (un organisme composé de notables en majorité de droite), si elle a porté un coup à la droite a comblé d'aise les partis de gauche. Et il n'en faut pas plus pour que «Justice», l'organe du PCM

écrive dans l'éditorial de son numéro 31 : «Cette fois-ci, l'espoir de la droite a été déçu : l'équipe RPR-UDF a subi une sévère défaite».

Qui a donc infligé cette «sévère défaite» à la droite ? Les masses populaires ? L'agitation et la mobilisation des larges couches de travailleurs et de petites gens ? Absolument pas. Il n'y eut aucun mouvement de masse réel et sérieux sur ce problème là pendant toute la période écoulée.

En réalité, Armand Nicolas, l'auteur de l'article voit soudain dans le conseil constitutionnel l'auteur de cette défaite de la droite !

Mais le plus important n'est pas là. Ce qui compte avant tout c'est l'étenue des nouveaux pouvoirs du conseil régional. Or quand on regarde bien, ils sont dans l'ensemble peu différents de ceux que détenait l'ancien conseil régional, sous Giscard.

Certes, le conseil régional a obtenu le contrôle du F.I.R. (Fonds d'Investissement Routier) et de l'octroi de mer. Mais ces taxes constituent ce que l'on appelle des ressources affectées. Le conseil régional ne peut pas en disposer à sa guise : les fonds du F.I.R., alimentés par la taxe sur les carburants continuent

Suite page 2

# MARTINIQUE : la loi des compétences

SUITE DE LA P. 1

ront à servir à la fabrication et à l'entretien des routes, moins une somme de 10 % destinée au développement régional. Quant à la taxe de l'octroi de mer, elle sera comme par le passé réservée aux communes. La seule différence d'avec le passé, c'est que c'est le conseil régional (Césaire, Darsières, Armand Nicolas et Dogué) qui prélèvera la taxe sur le consommateur, au lieu que c'est comme d'habitude le conseil général (Emile Maurice, Maran et Michel Renard).

La différence donc n'est pas bien grande, car le conseil régional, pas plus que le conseil général auparavant, ne pourra gérer cet argent à sa guise.

Sj la droite (et en Martinique seulement d'ailleurs) s'est opposée à ce partage des compétences, c'est qu'elle joue son rôle d'opposition, en critiquant tout ce que fait le gouvernement, d'une part. Accessoirement, la perte de quelques hochets, comme la gestion du FIR ou de l'octroi de mer a pu motiver les notables de la droite. Mais rien de plus !

Et cela est tellement vrai que toute cette affaire avait peu d'importance pour elle que la droite s'est bien gardée d'être aussi virulente en Guadeloupe ou en Guyane (où c'est pourtant la droite qui là encore domine au conseil général).

Alors, les partis de gauche crient maintenant à la victoire après cette décision du conseil constitutionnel, faute de gagner les seuls combats qui comptent véritablement, c'est-à-dire les combats menés par la population pour améliorer son sort.

Car ce n'est pas là le but réel des partis de la gauche antillaise. Leur but

est de montrer leur capacité à gérer les miettes concédées par le pouvoir colonial. Et Armand Nicolas, toujours dans le même article écrit vaillamment : « Il faut occuper au maximum le champ de responsabilités que nous venons de conquérir ».

C'est cette politique qu'a menée la gauche en France pendant 3 ans. Et les résultats sont là : le PCF a perdu la moitié de son électorat, le Parti Socialiste est discrédité. Tout cela parce que ces partis ont décidé de gérer fidèlement les intérêts des capitalistes. Les leçons ne servent pas à leurs homologues d'ici.

Il appartient donc aux travailleurs, absents dans tout ces bavardages entre notables de faire entendre leur voix. Et ils ont bien des choses à dire. Pendant que gauche et droite se sont battues pour l'Assemblée unique, puis pour le conseil régional, puis pour les compétences, chômage, hausse des prix, licenciements ont continué de plus belle.

Et ces problèmes, ce ne sera ni le conseil général ni le conseil régional avec plus ou moins de compétences ou de pouvoir qui pourront les résoudre. Car ce sont des assemblées où l'on bavarde, où l'essentiel des décisions prises se retournent en argent de plus pour les capitalistes.

Non, si les travailleurs veulent avoir satisfaction à leurs revendications, il faut qu'ils se battent. Et cela aucun conseil, constitutionnel, régional ou général ne pourra le faire à leur place. C'est sur eux-mêmes, leur capacité de lutte et de mobilisation qu'ils devront compter.

Jacques Bruel

## LE NON ALIGNEMENT, UNE SOLUTION QUI NE PERMET PAS AUX PAUVRES DE S'EN SORTIR

A l'occasion d'une tournée effectuée au Canada et aux USA par deux représentants de la direction de l'UPLG voyage au cours duquel ces représentants ont pris des « contacts politiques » internationaux, et participé à une conférence internationale, cette organisation revient sur sa position pour le « non alignement », dans le numéro de l'Endépendans du 8 septembre 1984.

En effet, de nombreux pays sous-développés, ayant conquis leur indépendance souvent par la lutte de leurs populations contre le colonialisme, se sont déclarés « non alignés », ou « neutralistes », vis à vis des politiques menées par les deux grandes puissances mondiales, les Etats Unis et l'URSS.

Les premiers de ces pays à s'être déclarés « non alignés », se sont réunis pour la première fois en 1955, à Bandung en Indonésie. Cette conférence réunissait des pays d'Afrique et d'Asie.

En principe, ces pays réclament la « coexistence pacifique », le désarmement, et la possibilité pour les pays du Tiers Monde d'un développement à l'écart de la domination politique et économique des grandes puissances.

Et fait, la petite bourgeoisie qui a pris le pouvoir dans ces pays sous-développés cherche surtout à obtenir une aide économique, et des appuis militaires d'un côté ou de l'autre des deux blocs. Car être non aligné ne signifie pas être indépendant à la fois de l'URSS et des Etats Unis. Cela signifie avant tout se réserver la possibilité de se tourner vers celui des deux blocs qui fait la meilleure offre d'aide économique.

Cuba par exemple, qui après le renversement de la dictature de Batista, s'est heurté à l'hostilité des Etats-Unis, s'est alors tourné vers l'URSS et bénéficie toujours actuellement de l'appui soviétique.

L'Egypte, par contre a fait le chemin inverse, et après avoir recherché l'aide soviétique, elle s'est maintenant placée dans le sillage des USA.

Un autre exemple de cette politique du « non alignement » fut l'Indonésie de Soekarno. Représentant de la bourgeoisie indonésienne, celui-ci vint au pouvoir après l'indépendance en s'appuyant sur les luttes menées par les travailleurs et la petite paysannerie contre l'impérialisme. Fort de ce soutien populaire, Soekarno rechercha pour la petite bourgeoisie na-

tionale une certaine indépendance vis à vis de l'impérialisme américain, sans pour autant s'aligner tout à fait sur la Chine ou l'URSS.

Mais si le régime soutenu par le Parti Communiste Indonésien recherchait le soutien de la population pour mener à bien les aspirations de la bourgeoisie nationale, il craignait malgré tout les travailleurs qui auraient tout aussi bien pu décider de défendre leurs propres aspirations par eux mêmes.

La défense armée du pouvoir et de l'état indonésien n'était donc pas confiée à la population armée, mais à une armée de métier.

C'est sur des généraux de cette armée que s'appuya l'impérialisme américain pour tenter de renverser le régime en 1965. En 1966, le régime fut effectivement renversé par l'armée. Un grand nombre de travailleurs et de militants communistes furent massacrés.

L'Indonésie se range depuis lors dans la chasse gardée des Etats Unis.

Le sort des équipes dirigeantes dans ces pays pauvres qui se prétendent non alignés dépend donc en fin de compte de l'appui militaire qu'ils obtiennent d'un côté ou de l'autre.

Mais le fait de prétendre à une certaine indépendance peut permettre à la petite bourgeoisie nationale de bénéficier d'appuis économiques en contre partie du fait que le pays en question va pencher plutôt du côté d'une grande puissance ou de l'autre.

Ces appuis économiques ne permettent cependant pas à ces pays de sortir du sous-développement. Il permettent tout au plus à la bourgeoisie au pouvoir de vivre dans une certaine aisance. Quant aux populations, elles continuent à supporter la pauvreté et les privations. Les pays non alignés restent des pays sous-développés, des pays pauvres.

Les pauvres des pays sous-développés ont les moyens de contribuer à supprimer pour eux mêmes et dans le monde la misère et le sous-développement. Mais ce ne sera pas en laissant le pouvoir à une petite bourgeoisie qui mène une politique favorable à ses intérêts de classe. Ce sera en prenant eux-mêmes le pouvoir, en défendant leurs intérêts propres, en s'adressant aussi aux travailleurs des pays impérialistes pour que ceux-ci s'attaquent à l'impérialisme dans le siège de son pouvoir et qu'ensemble ils détruisent ce système inique d'exploitation.

# COMBAT OUVRIER DENONCE TOUTES LES MESURES REPRESSIVES ET LES ATTEINTES PORTEES AU DROIT D'EXPRESSION

Dans la soirée du mardi 11 septembre, les militants de l'UPLG qui sont chargés de la rédaction du journal l'Endépendans, ont vu le local dans lequel ils travaillaient, envahi par les forces de répression.

Ceux-ci agissaient encore une fois dans le cadre d'une commission rogatoire pour l'enquête sur les attentats de la nuit du 24 juillet.

C'est avec le mépris, la morgue et la brutalité qui leur sont habituels, que gendarmes et CRS en armes ont fouillé le local, mis tout sens dessus dessous lors de la perquisition qu'ils ont effectuée dans le local.

Par la suite, ils ont amené la douzaine de militants qui étaient présents à la caserne des CRS de Morne Vergain, non sans avoir perquisitionné au préalable le véhicule de chacun d'entre eux. Là ces militants ont été mis en garde à vue pendant plusieurs heures.

Cette nouvelle intervention brutale des forces de répression coloniale est tout à fait intolérable.

C'est bien ce qu'ont ressenti les militants et la population des alentours, qui, alertés par les bruits de bottes, s'étaient regroupés aux deux extrémités de la rue dans laquelle agissaient les forces de répression.

D'ailleurs, il n'a pas été facile pour gendarmes et CRS de se dégager, et ils ont essuyé plusieurs jets de pierres de manifestants exaspérés devant ces nouvelles forfaitures du colonialisme.

Après les arrestations, perquisitions, gardes à vue qui se sont multipliées durant ces derniers mois, après le procès

inténué aux dirigeants d'une association créée à Basse-Terre pour la défense des emprisonnés politiques qui s'est déroulée la semaine dernière, voilà que le pouvoir colonial s'attaque au local d'un organe de presse, n'hésitant pas à menacer le droit minimum qui est le droit d'expression et le droit de réunion.

Les travailleurs, l'ensemble des petites gens, quelles que soient leurs positions sur les agissements de telle ou telle organisation, ne doivent pas tolérer que de telles atteintes aux libertés fondamentales soient portées.

Ce sont les mêmes CRS, les mêmes gendarmes qui, sous couvert de faire régner l'ordre ici interviennent avec autant de brutalité contre les travailleurs en grève, ceux qui veulent conser-

ver les terres qu'ils ont cultivées comme cela a été le cas récemment pour la construction de la nouvelle route des Abymes.

Leur ordre, c'est celui de la défense des exploités, des riches. Un ordre dans lequel les pauvres, les travailleurs n'auraient qu'à fermer leur bouche et accepter en baissant la tête de plus en plus, les diktats des colonialistes et des capitalistes.

Alors, oui, nous devons nous sentir solidaires des militants de l'UPLG et de toutes les autres organisations tracassées et aussi dénoncer avec vigueur dans nos quartiers, nos entreprises toutes les attaques portées par le gouvernement actuel contre les libertés d'expression, de presse et de réunion, ces jours derniers.

## LIBERATION DE DEUX MILITANTS DU MPGI

Après Max Safrano, libéré le vendredi 7 septembre par la justice, c'est au tour de Leila Cassubie de l'être le mardi 11. Pour ces deux militants du MPGI, emprisonnés depuis novembre 1983, Cassubie le 19 et Safrano le 29, la justice vient de décider que les besoins de l'enquête ne nécessitent plus leur emprisonnement.

Mais il a fallu pour cela que ces deux militants se battent pour obtenir leur libération. C'est ainsi que le vendredi 2 mars 1984 Max Safrano entama une grève de la faim pour exiger sa libération, vu l'absence totale de charges retenues contre lui dans les attentats du 14 novembre 1983. Cassubie quant à elle devait commencer une grève de la faim le 11 du même mois. Par la suite le 22 mars, alors que se déroulait à Pointe-à-Pitre une manifestation de

soutien aux grévistes de la faim, car d'autres militants tels Marbœuf, Simone Faizan-Renac avaient rejoint Safrano et Cassubie dans leur grève de la faim, ces deux derniers militants étaient embarqués vers la prison de Fresnes. Marbœuf quant à lui sera expédié en France le 28 du même mois. Safrano suspendra sa grève après 27 jours, Cassubie après 19 jours.

Finalement ces militants seront ramenés en Guadeloupe. Cassubie et Marbœuf dans la nuit du 8 au 9 juin et Safrano quelques jours plus tard. Ils avaient, suite à leur mouvement de grève, obtenu un statut proche de celui de prisonniers politiques. Et c'est finalement après plusieurs demandes de leurs avocats que ces deux militants ont été libérés, sans que rien de plus n'ait été ajouté à leur dossier.

## Suite de l'éditorial

Lemoine, version Fabius, reste en fait le même que Lemoine version Mauroy ou que tous ceux qui l'ont précédé à la tête du « sous-ministère des colonies ». Même si la presse aux ordres s'attache à donner de l'importance aux différences de style, de ton ou d'autres balivernes, des ministres, premiers ministres, ils sont tous les mêmes, des représentants du gouvernement capitaliste et colonialiste français, qui, selon le moment, ou bien en même temps font usage

de la carotte et du bâton vis à vis des populations qu'ils dominent, pour défendre les intérêts des riches.

Le problème c'est quand même que la population de ces pays est de moins en moins dupe. Et ses mouvements de colère, de sporadiques et isolés qu'ils étaient peuvent très bien devenir plus nombreux, plus déterminés devant les difficultés et les tracasseries qu'elle rencontre.

# Guadeloupe : LA FERMETURE DE BEAUPORT : LE MEPRIS DU GOUVERNEMENT ENVERS LES TRAVAILLEURS DU NORD DE GRANDE TERRE

Depuis le début de l'affaire Beauport, nous avions dit que le but du gouvernement était de fermer Beauport. Lors des élections régionales, nous avions aussi dit que le plan Mauroy de relance de la canne était une supercherie, nous avions dit aussi que le recul provisoire du gouvernement devant le début de mobilisation de la population de Port Louis, il y a quelques mois, était une manœuvre.

Aujourd'hui, la fermeture dite provisoire est la continuation de la même manœuvre.

Les problèmes que connaissent les travailleurs de Beauport ne sont pas nouveaux en Guadeloupe, ce sont des problèmes qui ont été ceux des ouvriers de Marquisat, de Bonne Mère, de Darbousier, le mouvement de fermeture des usines a commencé dans les années 60, certains ont parlé alors de concentration. En réalité, il s'agissait d'autre chose.

Pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, et jusqu'au début des années 60, l'économie sucrière a été florissante, et a rapporté de substantielles richesses aux capitalistes français. Puis ceux-ci se sont avisés qu'ils ne pouvaient plus en tirer les mêmes profits à notre époque qu'il y a 30 ou 50 ans.

Les luttes des travailleurs les avaient contraints à céder un peu de leurs profits et malgré le fait que la production sucrière était contingée et achetée à un cours supérieur au cours mondial en France, malgré l'importance de ces subventions versées directement par l'état aux capitalistes, ceux-ci ont trouvé sur le marché français même des investissements et se sont progressivement retirés de l'économie sucrière.

L'attitude actuelle du gouvernement français montre à quel point il est bien au service des capitalistes. L'état a refusé obstinément de financer la culture de la canne et la relance de l'industrie sucrière à Beauport. Car tout financement de sa part de cette économie aurait été une subvention importante qui ne serait pas allée directement à des capitalistes français, et aurait bénéficié en grande partie aux petits et moyens planteurs de Guadeloupe, qui

seuls restent en course désormais pour la production de la canne. Cet état subventionne sans aucun contrôle de sa part de gros capitalistes sous couvert de créations d'emploi, et qui ne créent jamais d'emplois.

Mais dans l'affaire Beauport le gouvernement a vu que la continuation de l'usine et des plantations de canne, après le départ des grands Moulins de Paris, propriétaire de l'usine, aurait abouti à laisser les terres et l'usine aux mains des ouvriers et des paysans du Nord Grande Terre, même avec un contrôle départemental ou régional.

Vue l'instabilité de la situation sociale en Guadeloupe, vue la sensibilisation des paysans et des ouvriers du nord de la Grande Terre, le gouvernement n'a pas voulu risquer son argent dans une affaire qui n'aurait pas profité aux capitalistes. L'état est bien d'accord à subventionner, mais uniquement quand il est certain qu'il y a des Empain des Dassault, Schneider et Cie pour ramasser les bénéfices de l'opération.

La fermeture prétendue provisoire annoncée par le gouvernement se fait au mépris de l'opinion des partis, mouvements, syndicats guadeloupéens, au mépris de l'opinion des travailleurs de l'usine qui à tort ou à raison (mais c'est leur opinion) souhaitent monter une coopérative ouvrière.

L'affaire de Beauport peut encore ne pas se terminer par la déconfiture et sur le dos des travailleurs, parce que tout autour de l'usine, il y a des centaines d'hectares de bonne terre qui lui appartiennent, dans l'usine, il y a tout un matériel agricole et industriel, tout les travailleurs peuvent contester la propriété aux capitalistes et à l'état colonial. Si les travailleurs parviennent à triompher de ceux qui mettent un frein moral ou physique à leur initiative peut-être après tout que la fermeture ne se passera pas de la façon dont le gouvernement le souhaite. S'il y a bien des moyens de production qui sont la propriété des travailleurs de Guadeloupe, ce sont bien les usines à sucre et les champs de canne, où depuis des générations ont coulé tant de sueur et tant de sang d'ouvriers.

## GREVE DE 48 H DES TRAVAILLEURS DU PORT DE JARRY

NOUS PUBLIONS LE TRACT DIFFUSE  
PAR CES TRAVAILLEURS LE MERCREDI  
12 SEPTEMBRE 1984.

NON AU RACISME OUI A LA DIGNITE

Le 9 septembre 1984, à 20 H 25, notre collègue Fernand Petapermal, employé à la C.G.M. au service consignation, était lachement agressé par 3 officiers à bord du navire « FORT FLEUR D'EPEE ».

Cet acte criminel, prémédité, a été murement préparé car il s'est déroulé juste quelques minutes avant l'appareillage, avec pour seuls témoins des officiers complices et des marins contraints au silence par ces derniers.

Mais l'aspect fondamental du problème se situe au niveau des raisons qui ont entraîné une telle bévue.

Il ne s'agit pas d'un règlement de compte entre individus. Fernand Petapermal est réputé pour son calme et sa gentillesse et connaissait à peine ces gens-là. NON, la raison est ailleurs !

Ces messieurs du bord, le Commandant Petrelluzzi en tête, avec probablement un aval en plus haut lieu, ont voulu faire payer au MASU la mobilisation du 29.07.84. Au cours de cette grève, les travailleurs de la C.G.M. syndiqués au MASU, aidés en cela par le syndicat des camionneurs, avaient tenté d'immobiliser le navire « FORT FLEUR D'EPEE » alors qu'il était le seul moyen de pression dont ils disposaient pour obliger un patronat arrogant à souhait à négocier, en dépit des instructions de sa direction générale et des pressions exercées sur lui par les pouvoirs publics et la SICA-ASSOBAG.

Nous tenons le commandant Petrelluzzi, qui dans plusieurs rapports, s'en était pris tout particulièrement à notre collègue comme res-

pensable de ce qui s'est passé l'autre soir. Car l'action de grève était menée par des dizaines de travailleurs, tous aussi déterminés les uns que les autres.

Vouloir aujourd'hui faire payer la note à un individu est lâche et relève de la xénophobie, voir même du racisme.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. De même que M. Perrin avait publiquement déclaré qu'il tenait à lamener un syndicat, c'est aujourd'hui l'ensemble des travailleurs du Port qui est visé.

Pis encore, si de telles méthodes prennent racines dans notre pays, c'est le droit de grève, la seule arme dont disposent les travailleurs face au patronat, qui est mis en cause.

C'est la dignité même des Guadeloupéens qui se trouve aujourd'hui piétinée.

Nous disons NON ! Que cela ne se reproduise plus !

Tous ceux qui nous traitent de sauvages, en employant eux-mêmes des méthodes barbares, seront matés.

Les travailleurs du Port (employés C.G.M. et P.A.G.) pour :

- protester contre l'irresponsabilité et la lacheté des Claude Petrelluzzi, Jeffredo et autres,

- exiger d'eux des explications précises et des excuses publiques,

- que la Direction de la C.G.M. rétablisse son autorité,

- se mettront en garde à l'arrivée du prochain porte-conteneurs qu'ils refuseront de traiter et ceci pendant toute la durée de son escale à Jarry.

L'UNITE VAINCRA.

L'intersyndicale : M.A.S.U. / C.G.T.G. / C.G.T.U. / U.I.G.-C.F.D.T. / C.G.T.-F.O. Dockers / C.G.T.-F.O. (C.G.M.).

# Industrie sucrière : un exemple de « mise sous cocon » : celle de l'usine du Lareinty (Martinique)

Déjà dans les deux précédents numéros du journal Combat-Ouvrier il était question de l'usine Beauport en Guadeloupe qui a de graves difficultés financières.

Les anciens capitalistes et les nouveaux gérants ne veulent plus investir un sou dans cette entreprise qu'ils n'estiment pas viable.

L'Etat de son côté refuse de payer tout nouveau déficit.

Les décisions des capitalistes et de l'Etat entraînent la fermeture de l'usine.

Les élus locaux pour leur part, refusent cette éventualité et sont partagés en deux camps.

Certains préconisent la transformation de l'usine en SCOP (société coopérative de production), afin qu'elle puisse continuer à tourner. Cette première solution a été arrêtée par les deux assemblées, le conseil général et le conseil régional.

Les autres dont les responsables de

l'UGTG sont pour la mise « sous cocon » de l'entreprise durant un an au moins, c'est à dire qu'elle va cesser de fonctionner pour permettre les changements nécessaires à sa rentabilisation.

Cette dernière solution n'est pas sans rappeler le sort de l'usine du Lareinty en Martinique. A la demande du gouvernement, elle avait été mise « sous cocon » en 1981 pour une durée d'un an. En 1982 la production de cannes ayant continué à chuter, il ne fut toujours pas question de la rouvrir. En 1983 il y eut plus de cannes produites, mais pas assez pour que les responsables décident de la remise en route de l'entreprise. En 1984 le Lareinty est devenu un tas de ruines et plus personne ne parle de sa réouverture. Voici une mise sous cocon qui était plutôt une mise en tombeau.

L'exemple de l'usine du Lareinty en Martinique devrait rendre les travailleurs de Beauport vigilants quant à toutes les solutions miracles proposées par les élus ou les capitalistes.

## CONFERENCE DE PRESSE DE LA CGTM : créer 5000 emplois. Oui, mais comment ?

Le Bureau de la CGTM a tenu une conférence de presse le samedi 8 septembre à la Maison de Syndicats. Le point fort de cette conférence de presse a été l'annonce par la direction de la CGTM qu'il fallait créer 5000 emplois par an si l'on voulait s'attaquer sérieusement au chômage qui touche officiellement, selon les statistiques, plus de 35 000 personnes !

Faut-il s'attendre donc dans les semaines à venir, à voir la direction de la CGTM impulser des mouvements pour exiger du gouvernement et du patronat des mesures sérieuses pour enfin lutter contre cette plaie, l'une des principales qui touche les travailleurs du pays ? Il semble que ce n'est pas exactement le but que vise la CGTM.

En effet, ce qui a motivé la prise de position de la CGTM, c'est l'adoption par le conseil régional du plan régional, plan qui prévoit, bien sûr, la création d'emplois nouveaux, mais sans préciser, aux dires mêmes de Duféal, le nombre d'emplois à créer dans la période qui vient.

Et la CGTM donc y va de ses propositions, sans doute pour « améliorer » les propositions du conseil régional. Le principal argument de Duféal, le principal intervenant ce jour-là, c'est qu'il faut une volonté de créer des emplois pour que l'on en crée.

C'est certainement vrai. Mais il faut aussi et surtout le pouvoir et l'argent, toutes choses concentrées entre les mains de l'état français et des capitalistes.

Or, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils se font tirer l'oreille sérieusement non seulement pour créer des emplois, mais aussi pour augmenter les salaires, pour supprimer les discriminations, etc. Car leur but n'est pas de créer des emplois pour satisfaire les besoins ou les intérêts des sans-emploi, mais de faire de l'argent. Jusqu'à maintenant, capitalistes et administration se sont assez bien accommodés du chômage, et ce ne sont ni le plan régional, ni les propositions de la CGTM qui les convaincront au contraire.

A moins que les travailleurs et aussi les chômeurs s'organisent et se battent pour défendre leurs intérêts. Et on constatera que les solutions réellement mises en œuvre seront proportionnelles à la crainte qu'ils sauront inspirer à leurs ennemis.

Autrement, sans mobilisation, sans combat des travailleurs, les propositions de la CGTM risquent de demeurer des vœux pieux.

## Martinique : aéroport du Lamentin : grève du personnel.

Après celui du Raizet à Pointe-à-Pitre, le personnel de l'aéroport du Lamentin s'est mis en grève cette semaine. Et pratiquement pour les mêmes raisons.

En effet les conditions de travail dans cet aéroport sont déjà insupportables en temps normal, voir en période de pointe.

De par sa conception, cet aéroport n'est pas fonctionnel, la température qui y règne, les conditions de travail ne facilitent évidemment pas la tâche des employés qui sont en sous effectif.

Régulièrement à cette époque de l'année des saisonniers sont embauchés pour quelques mois, sans pour autant apporter une véritable amélioration à cette situation.

Aussi afin de manifester leur ras le bol et d'exiger d'autres conditions de travail et surtout l'embauche des saisonniers, le personnel s'est arrêté durant une journée, le jeudi 6 septembre.

## Hausse des prix : le gouvernement n'y va pas de main morte.

En matière de hausse des prix, il faut dire que le gouvernement socialiste n'y va pas de main morte. L'exemple le plus récent est celui des tarifs des communications téléphoniques.

C'est ainsi par exemple que la communication est passée de 1,00 F à 2,30 F pour celles ayant lieu dans une même circonscription de taxes. Pour celles allant d'une circonscription de taxes à une autre le prix de la communication est passé de 3,60 à 4,60 F. Et dans les deux cas pour toute durée inférieure à trois minutes. Au delà des trois minutes les tarifs sont bien entendu plus élevés.

Ces tarifs sont appliqués depuis le 1er Août dans les bureaux de poste. L'application suivra très rapidement dans les cabines publiques.

On comprend donc pourquoi le premier ministre Laurent Fabius insiste tant sur la baisse de 5 % des impôts sur le revenu. En effet ce qu'il donne de la main droite, il le reprend tout de suite de la main gauche.

# AFRIQUE DU SUD : APARTHEID ET OPPRESSION COLONIALE

Depuis près de 15 jours, des émeutes éclatent dans les ghettos des grandes villes sud-africaines et en particulier dans ceux de Johannesburg. Les morts, tous noirs, tués par la police du gouvernement raciste et les blessés, ne se comptent plus. Il y avait déjà eu des émeutes pendant la campagne électorale pour les assemblées métisses et indiennes, les Noirs étant exclus de toute représentation alors qu'ils constituent la très grande majorité de la population. Il y eut aussi des manifestations de lycéens noirs qui avaient formulé un programme de revendications scolaires.

Mais, ce qui fit déborder de plus belle la colère de la population noire, fut l'augmentation des loyers. Pour une population déjà très pauvres, parquée dans des ghettos insalubres, subissant racisme, brimades, répression depuis des années, c'était intolérable. Et l'augmentation des loyers n'est en fait que la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Car, bien profondes et fort nombreuses sont les raisons de la colère des Noirs dans le pays du racisme, le pays de l'apartheid.

Dans les «Townships» de Johannesburg, c'est-à-dire les ghettos noirs : à Evaton, Soweto, Sebokeng, à Sharpeville où en 1960 la police avait tiré dans le dos des manifestants en tuant 70 d'entre eux ; la colère des Noirs a éclaté. Et les pauvres en ont profité pour se payer en prenant matériel et vivres dans les magasins attaqués par eux. A Tembisa, près de Prétoria, une école primaire a été saccagée, un autobus et une voiture de police incendiés.

Près de 120 000 écoliers boycottent encore les cours dans tout le pays. Dimanche soir, alors que le gouvernement avait interdit tout rassemblement, des milliers de Noirs se retrouvaient dans un meeting à Soweto, et au moment où nous écrivons des rassemblements importants se forment au coins des rues. Partout dans ces «Townships», des incendies, des meetings, des face-à-face manifestants et policiers, témoignent de la résolution des Noirs à voir satisfaire leurs revendications.



Cette nouvelle vague d'émeutes, et la répression sanglante qui s'ensuit remet donc en lumière de la manière la plus crûe, ce système inique et inhumain qu'est l'apartheid, et l'exploitation sans bornes de 25 millions de Noirs par 4 millions de Blancs.

On peut se demander alors comment un tel système peut toujours se maintenir depuis tant d'années.

Deux séries de causes permettent de l'expliquer : des causes internes à savoir le système d'apartheid extrêmement perfectionné, avec son cortège de lois, de règlements et la «balkanisation» d'un peuple. Des causes externes : le soutien de fait apporté par les pays impérialistes à l'Afrique du sud, en particulier celui des USA, mais aussi celui de la Grande Bretagne et de la France. Mais c'est aussi une habile politique de l'Afrique du Sud faite de guerre et de diplomatie avec les pays africains qui entourent l'Afrique du Sud.

## L'apartheid

L'apartheid, c'est à dire la politique de séparation des races, qui inclut, selon l'idéologie raciste, le développement séparé, est en réalité un système de domination des Blancs sur les Noirs.

En fait, l'apartheid fut d'abord une réaction de la bourgeoisie contre la classe ouvrière noire. La grande grève des mineurs en 1946 déclencha la peur de la bourgeoisie blanche. Cette peur profita à l'opposition nationaliste blanche d'alors qui, une fois élue en 1948, instaura l'apartheid. Le pays fut alors divisé en zones réservées aux différentes communautés : blanche, métisse, noire. Les zones blanches furent interdites à tous les «non-blancs» sauf pour y aller travailler.

La ségrégation raciale fut réglementée. On interdit les mariages mixtes. L'enseignement en anglais fut interdit aux Noirs, les emplois qualifiés aussi. Le système du laisser passer intérieur fut instauré pour les Noirs. La grève fut interdite pour les travailleurs noirs.

Progressivement, la ségrégation fut aussi étendue aux Métis et aux Indiens.

Le deuxième stade de la politique d'apartheid fut la création des «bantoustans», c'est à dire la transformation des réserves déjà existantes en états pseudo «indépendants». On créa de petits états : un pour les Zoulous, un autre pour les Xhosas, un pour les Sotos. Mais ces états soi disant indépendants sont en fait entièrement dépendants du pouvoir blanc de Prétoria. Sur 10 bantoustans, 4 ont déjà obtenu leur «indépendance» : le Transkei, le Bophutatswana, le Venda, le Ciskei.

L'apartheid s'appuie surtout sur des millions de petits blancs racistes, ce sont eux qui constituent sa base sociale, même si c'est en fait pour les profits de gros capitalistes blancs que l'apartheid existe.

## LES LUTTES CONTRE L'APARTHEID

Le peuple noir n'est pas resté sans réagir face à cet ignoble système.

Il y eut, dès les années 50, des campagnes de refus collectifs de présenter les passeports intérieurs. Il y eut aussi la grève générale du 1er mai 1950, une campagne de défi en 1952, organisée par l'ANC (African National Congress). Il y eut plusieurs émeutes en 1956. En 1960 ce fut Sharpeville. En juin 1976, plus près de nous, c'est la révolte de Soweto qui refit parler à l'échelle mondiale de la lutte des Noirs Sud-africains. Dans cette ville-ghetto de 1 million cinq cent mille Noirs, pendant plusieurs jours, les jeunes des écoles s'opposèrent aux policiers qui n'hésitaient pas à tirer à vue. Au cours des combats de rue, les manifestants reprenaient un mot d'ordre «Amandla», qui signifie «le pouvoir».

La répression fut féroce : plusieurs morts tués par balle, blessés, emprisonnements. De plus en plus, le pouvoir blanc ne peut se maintenir que par cette répression massive, brutale et féroce contre les Noirs.

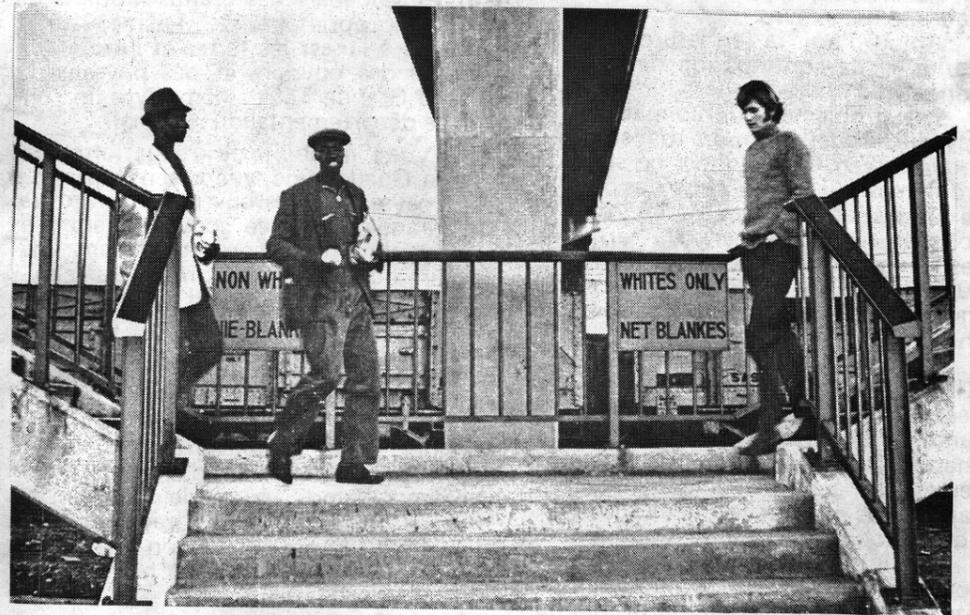
## Les causes externes

Au niveau international, malgré les déclarations humanitaires des gouvernements impérialistes condamnant l'apartheid, la plupart des grandes puissances capitalistes traitent avec l'Afrique du Sud économiquement, que ce soient les USA, la France ou la Grande Bretagne. Ils lui fournissent aussi un armement militaire non négligeable. Les mines d'or et de diamants d'Afrique du Sud attirent les investissements impérialistes. Cela, bien évidemment permet à l'Afrique du Sud d'apparaître à l'échelle internationale comme un pays avec lequel il faut compter, cela permet aussi de perpétuer la classe capitaliste d'Afrique du Sud, sur qui repose en fait tout le système. Car, il ne faut pas l'oublier, le système d'apartheid est une des formes de domination barbare de la bourgeoisie sur la classe ouvrière même s'il se trouve que cette bourgeoisie soit blanche et la classe ouvrière, noire.

Reagan, dès son arrivée au pouvoir, n'a pas caché sa volonté de soutenir l'Afrique du Sud contre les différentes luttes armées de l'Afrique australe. Une aide politique et militaire est apportée

à l'Afrique du Sud, même si elle est souvent dissimulée. Il s'agit aussi de maintenir une pression militaire constante sur les états dits de «la ligne de front» : l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, principaux pays à avoir lutté contre le régime d'apartheid.

C'est avec le soutien des USA qu'ont lieu les raids de l'armée sud-africaine au Mozambique qui abrite parfois des camps d'entraînement de l'ANC, ou contre l'Angola, ou le Zimbabwe accusés de soutenir les mouvements noirs de libération.



En août 1981, l'Afrique du Sud lança une attaque de grande ampleur dans le sud de l'Angola, obligeant 80.000 angolais à fuir la région de Cunene. Elle y établit une présence militaire permanente.

Les USA renforcent ces pressions militaires, économiques et politiques par l'intermédiaire de la CIA.

Depuis 1981, la CIA fournit une aide militaire au mouvement de guérilla Unita de Jonas Savimbi, qui lutte contre le MPLA au pouvoir en Angola.

Dès la même année, des pressions économiques énormes sont exercées contre la Tanzanie par les USA qui lui suppriment investissements et crédits. En 1983, le gouvernement américain, mécontent des votes du Zimbabwe au conseil de sécurité, réduisit de moitié son aide à ce pays.

La politique de Reagan en Afrique australe étant de réduire l'extension des luttes armées et d'éviter que plusieurs pays ne basculent dans la sphère d'influence de l'URSS, son gouvernement s'appuie donc sur l'état raciste de Prétoria, garant de la stabilité (bien compromise) dans la région. C'est à peu de choses près la politique qu'il mène au Moyen Orient par l'intermédiaire d'Israël, et aussi en Amérique centrale, sans toutefois intervenir directement.

L'impérialisme américain exige des pays de la «ligne de front» qu'ils réduisent leur soutien aux mouvements de libération, Swapo de Namibie et ANC d'Afrique du Sud, en échange de son aide économique.

Mais, dans les faits, entre les trêves et les ballets diplomatiques, c'est une véritable guerre que mène l'Afrique du Sud soutenue par les USA, en Afrique Australe, contre les pays de la «ligne de front» et contre les mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie (ex-Ouest Africain) dont l'Afrique du Sud s'oppose à l'indépendance.

Quant à ces pays dont l'Afrique du Sud voudrait faire un glacis, ils jouent le jeu. Les gouvernements nationalistes tous issus de guerres de libération anti-colonialistes contre colonialisme portugais, en particulier, soutiennent

parfois les mouvements nationalistes noirs d'Afrique du Sud, mais lorsque leurs intérêts nationaux sont vraiment menacés par les pressions économiques ou le harcèlement militaire Sud-Africain, ils transigent alors et ils le font, quitte à se retourner ensuite contre les mouvements de libération. C'est ainsi que le Mozambique a signé le 16 mars dernier un traité de «non agression» et de «bon voisinage» avec l'Afrique du Sud. Ce traité fut immédiatement suivi de raids Mozambicains contre les locaux de l'ANC à Maputo, capitale du Mozambique.

Un autre traité de non agression fut signé par l'Angola à Lusaka, la capitale, suivi de raids angolais et sud-africains contre la Swapo.

Voilà donc le prix payé par les dirigeants de l'Angola et du Mozambique pour sauvegarder leur intégrité territoriale et leurs intérêts nationaux.

Ces pays dépendent en effet beaucoup économiquement de l'Afrique du Sud. Des dizaines de milliers de mineurs mozambicains se rendent régulièrement en Afrique du Sud pour travailler dans les mines du Transvaal, ce qui est une source de revenu pour le Mozambique. Ce pays est aussi dépendant de l'Afrique du Sud pour ses infrastructures portuaires et ferroviaires, ainsi que pour une bonne partie de ses besoins énergétiques.

Un pays comme le Lesotho, par exemple, a un produit national brut dont la moitié provient du revenu des 140.000 mineurs qui sont employés en Afrique du Sud.

Cette dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud, contraint donc les gouvernements noirs nationalistes à se soumettre bien souvent au diktat du gouvernement blanc d'Afrique du Sud.

Cela, sur le dos des combattants noirs sud-africains en lutte contre l'apartheid et aussi sur le dos du peuple noir sud-africain en lutte.

Dans le prochain NO  
Le mouvement ouvrier noir en Afrique du Sud.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication  
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728